

Asie : une décennie de transformation

Zeti Akhtar Aziz, Gouverneur, Bank Negara Malaysia



AVEC le recul, la crise qui a secoué l'Asie il y a dix ans a en fait conféré un plus grand rôle à cette région au sein de l'économie mondiale. Après la crise de 1997, les pays asiatiques ont saisi l'occasion de se restructurer et de se réformer en profondeur afin de rendre leurs économies encore plus solides et dynamiques.

Visiblement, ces efforts ont payé dans toute la région : c'est en Asie que l'on trouve les économies les plus performantes du monde, qui contribuent à raison de 40 % environ à la production mondiale et d'un quart au commerce mondial, et détiennent près des deux tiers des réserves internationales. La plupart des pays de la région ont bénéficié de cette croissance, qui a aidé à réduire la pauvreté, à améliorer le niveau de vie et à ouvrir de nouvelles perspectives à plus de la moitié de la population mondiale.

L'Asie s'est aussi intégrée plus étroitement à l'économie mondiale. Ses échanges commerciaux sont passés de 38 % du PIB en 1996 à 61 % en 2006. Une ouverture aussi large implique bien sûr que l'Asie est plus exposée aux chocs extérieurs, mais elle a prouvé à maintes reprises qu'elle était capable de rebondir très rapidement. Ainsi, après la crise de 1997, il n'a fallu qu'un an à la plupart des pays touchés pour retrouver la stabilité et renouer avec la croissance.

Un regain de dynamisme

Comment l'Asie a-t-elle pu passer si vite de la crise au redressement ? Il y a à cela trois explications principales : une plus grande souplesse économique, le renforcement des bases de l'économie et l'amélioration du secteur financier et de celui des entreprises.

Premièrement, *la plus grande souplesse des économies asiatiques* a facilité l'adaptation aux changements de l'environnement mondial et régional, ce qui a profondément modifié les structures économiques de l'Asie et réorienté l'activité vers de nouveaux secteurs de croissance en fonction de l'évolution de la concurrence mondiale.

Cette souplesse accrue, notamment la mobilité du travail et du capital, a permis aux pays asiatiques de participer de plus en plus à la mondialisation de la production, en particulier dans le secteur manufacturier, et à développer les services faisant appel aux nouvelles technologies. Alors que les pays d'Asie du Nord mettaient au point des produits de plus en plus perfectionnés pour des marques mondiales, les pays d'Asie du Sud-Est se réorientaient vers les produits grands consommateurs de ressources et développaient le secteur des services.

On observe aussi un rééquilibrage entre la demande intérieure et la demande extérieure en tant que sources de la croissance. La consommation intérieure privée a progressé et, les taux d'épargne restant élevés, cette tendance pourrait encore s'accentuer. La demande de consommation s'appuie sur la hausse des revenus ; le PIB réel par habitant est en effet supérieur de 75 % environ à ce qu'il était avant la crise. À long terme, cette évolution devrait être renforcée par la structure démographique d'un grand nombre des pays asiatiques dont la population est plus jeune.

Le secteur privé est aussi plus actif. L'investissement privé, qui a mis du temps à se relever, a retrouvé une certaine vitalité. Il est appelé à poursuivre son expansion compte tenu aussi des besoins croissants d'infrastructures dans toute la région, qui sont estimés à 1.000 milliards de dollars sur les cinq prochaines années. Le climat de l'investissement s'est amélioré grâce au redressement économique et à la plus grande efficacité des réseaux de services publics mis en place.

Deuxièmement, *les paramètres macroéconomiques fondamentaux de l'Asie* se sont renforcés. Les comptes courants sont excédentaires, les réserves de change sont à des niveaux record et la dette extérieure, dont la structure par échéances a été améliorée, a considérablement diminué. Dans l'ensemble, les budgets nationaux sont plus sains et les autorités font le nécessaire pour renforcer la viabilité des finances publiques. L'inflation est en général modérée, même si elle a subi les effets de la hausse récente des cours

du pétrole. Des régimes de change plus souples sont aussi en place, ce qui devrait permettre un ajustement plus efficace en cas de chocs extérieurs.

Troisièmement, *la réforme et la restructuration du secteur financier et de celui des entreprises* portent leurs fruits. Les améliorations structurelles du secteur financier ont produit des résultats notables. Les secteurs bancaires asiatiques sont plus solides, comme en témoignent leur capitalisation, leur rentabilité et la qualité de leurs actifs. Dans les entreprises, la gouvernance, la gestion des risques ainsi que la surveillance des autorités de réglementation et de contrôle se sont améliorées. De même, les bilans des entreprises ont été considérablement assainis, la gouvernance d'entreprise étant soumise à des normes nettement plus strictes. Depuis la crise, on a aussi assisté au développement des marchés de capitaux, en particulier du marché des obligations. Cela a permis de diversifier davantage les sources de financement des entreprises ainsi que les catégories d'actifs pour les investisseurs.

Les secteurs financiers nationaux des pays d'Asie étant désormais plus solides, les conditions d'une libéralisation et d'une déréglementation plus poussées sont en place. Les institutions financières voient ainsi s'élargir non seulement l'éventail de leurs activités, mais aussi leurs possibilités de développement au-delà des frontières nationales en mettant à profit les liens économiques régionaux.

Une intégration régionale plus étroite

Tous les changements intervenus depuis la crise ont fait de l'Asie un pôle de dynamisme et de solidité au sein de l'économie mondiale. La diversité des structures économiques, des niveaux de revenu et des ressources de la région a aussi accéléré son intégration, ce qui devrait lui permettre d'exploiter pleinement son potentiel.

L'Asie récolte déjà les fruits des progrès de l'intégration intrarégionale dans plusieurs domaines. Les échanges commerciaux au sein de l'Asie représentent aujourd'hui plus de la moitié du commerce des pays de la région. L'avènement de grandes économies en Asie et l'essor rapide des pays de l'Asie du Sud-Est ont créé un énorme marché d'exportation qui ne cesse de se développer en réduisant d'autant la surconcentration dans les marchés d'exportation traditionnels. Les investissements transnationaux se sont aussi accrûs pour tirer parti des nouvelles possibilités qui se multiplient ainsi que de la diversité des avantages comparatifs et des domaines d'expertise de la région.

Une plus grande intégration financière régionale renforcera et complétera l'expansion du commerce et des liens d'investissement. Elle facilitera aussi largement l'affectation d'une partie des fonds excédentaires de l'Asie à des investissements productifs dans la région. En outre, une intermédiation financière intrarégionale plus efficace et plus efficiente fera baisser les coûts de financement, stabilisera les prix des actifs financiers et augmentera le potentiel de diversification, ce qui favorisera la stabilité financière régionale.

Alors que l'intégration progresse, les relations de l'Asie avec d'autres régions émergentes du monde se renforcent aussi. Les liens commerciaux et financiers entre l'Asie et le Moyen-Orient se multiplient. La «route de la soie», par laquelle transitaient jadis la soie et les épices, est devenue la route du pétrole, des biens manufacturés et des flux d'investissements. Déjà, plus de la moitié des exportations des États du Golfe ont pour destination l'Asie et plus d'un cinquième des importations proviennent

du continent asiatique. De plus, l'apparition de produits et de services financiers islamiques a rapproché les prestataires de services financiers des différents continents, qui opèrent le long de cette route. La nouvelle route de la soie élargit ainsi les perspectives de progrès et de prospérité économiques.

«Les changements intervenus depuis la crise ont fait de l'Asie un pôle de dynamisme et de solidité au sein de l'économie mondiale.»

L'intégration de l'Asie, tant au niveau régional qu'avec d'autres parties du monde, aidera la région à devenir un important moteur de croissance pour l'économie mondiale, ce qui devrait contribuer à rééquilibrer la croissance mondiale et à résorber les déséquilibres internationaux.

Une coopération renforcée

Pendant la crise de 1997, les économies asiatiques n'ont pas fait front commun pour y remédier collectivement. La gravité de la crise pour les marchés financiers et, ensuite, pour les économies et les systèmes financiers nationaux était un phénomène nouveau pour la région. Les pays touchés ont dû d'abord rétablir leur stabilité intérieure avant d'élaborer une approche globale pour gérer la crise. En outre, aucune évaluation sérieuse ne permettait de savoir si les initiatives prises à cet effet donneraient les résultats souhaités.

Dix ans plus tard, les efforts déployés pour consolider les économies et les systèmes financiers nationaux ont été renforcés par l'amélioration de la surveillance régionale, notamment des flux financiers transnationaux, et par des arrangements institutionnels qui pourraient contribuer à limiter les crises et à faciliter la gestion. Les efforts de coopération régionale vont se poursuivre.

Alors que l'Asie continue de progresser sur la voie de l'intégration et de la coopération, il importe de comprendre que les différents pays de la région ont des atouts propres mais aussi qu'ils sont complémentaires, de même que les organismes multilatéraux, et qu'il faut tirer parti au maximum des synergies et éviter les doublons. Rien ne se fera sans un engagement constructif des différentes parties : des initiatives devront être conduites dans certains domaines par les autorités régionales, d'autres nécessiteront une coopération régionale et internationale plus poussée. L'Asie aura besoin d'un espace suffisant pour poursuivre l'effort d'intégration et de coopération régionales. Cela nécessitera un respect mutuel et un dialogue plus étroit entre la région et les organismes multilatéraux.

Le rôle croissant de l'Asie dans l'économie mondiale met encore plus en évidence la nécessité que celle-ci puisse se faire entendre et dispose d'une représentation correspondante dans la communauté financière internationale. Le point de vue de l'Asie doit être mieux compris et pris en considération dans les instances et les décisions internationales. Cela permettrait d'apporter des solutions plus globales et plus efficaces aux défis économiques et financiers auxquels le monde est aujourd'hui confronté. ■